

Comité Syndical du 5 octobre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le cinq octobre à dix-neuf heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle de la Mairie du Lyaud sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

BASTARD Catherine, BAUD Jean-Baptiste, BERTHIER Marie-Pierre, CHESSEL Pascal, COLOMER Gérard, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, DETURCHE Sandrine, GENOUD Pascal, GIRARD Marie-Pierre, KUNG Jean-François, LCHAT Hervé, LANG Isabelle, MARTINERIE Catherine, MARULLAZ Aube, MEDORI ange, MORIAUD Pascale, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil, TROMBERT Fabien, VENNÉ Laetitia, WALKER James.

Délégués suppléants présents / votants :

Emmanuel REY, Philippe VINET, Dominique GIRAUD, Catherine PERRIN.

Absents excusés :

COTTET Sophie donne suppléance à M. REY,
MORAND Jean-Claude donne suppléance à M. VINNET,
PODEVIN Christian donne suppléance à Mme GIRAUD,
SONGEON Christophe donne suppléance à Mme PERRIN,
BONDAZ Patrick donne pouvoir à M. THOMAS,
ASNI-DUCHENE donne pouvoir à Mme DETURCHE,
MATHIAN Noël donne pouvoir à M. CHESSEL,
LEI Josiane donne pouvoir à M. COLOMER,
MAXIT Monique donne pouvoir à M. LCHAT,
CHUINARD Claire donne pouvoir à Mme BERTHIER.

Secrétaire de séance : Pascal GENOUD

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 24

Nombres de délégués suppléants présents : 4

Nombre de pouvoirs : 6

Nombres de votants : 34

Convocation : 28 septembre 2023

Point n°3 – Création de deux postes dans le cadre du transfert à la carte de la compétence GEMAPI à effet au 01/01/2024

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, propose de créer deux postes de la filière technique afin de structurer et renforcer le futur service GEMAPI pour le 01/01/2024 date d'effet du transfert de compétence à la carte par la CCHC et la CCPEVA.

Des démarches de concertation ont été engagées auprès des agents en place avec l'appui d'un cabinet extérieur pour dimensionner le service, préciser les fiches de poste et le positionnement des agents. Ces démarches sont en cours et quelques ajustements sont encore en discussion. Le Comité Social Territorial auprès du CDG 74 a été saisi pour avis lors de sa séance du 21 septembre dernier.

Les besoins d'un Directeur Technique GEMAPI et d'un Technicien de rivières sont avérés. Des procédures de publicité, de déclarations de vacance de postes auprès du CDG 74 et de recrutement sont en cours mais leur aboutissement nécessite au préalable la création des postes.

Il est précisé que les recrutements ne seront pas effectifs avant le 01/01/2024 date du transfert de compétence.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Considérant la nécessité de préparer le transfert à la carte de la compétence GEMAPI à venir au 01/01/2024 de la part de la CCHC et de la CCPEVA,

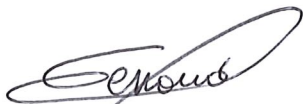
Considérant que ces transferts n'entraînent pas de transfert de personnel, les EPCI ayant retardé leurs recrutements compte tenu des perspectives de structuration à l'échelle de la quasi-totalité du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique dans la continuité des actions menées dans le cadre du premier contrat de rivières en cours d'exécution, notamment par délégation au SIAC,

Considérant que les deux EPCI concernés ont été préalablement concertés à la fois sur l'organigramme, les fiches de poste et les impacts financiers,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés décide :

- **DE CREER** un poste d'Ingénieur Principal Territorial, titulaire ou à défaut contractuel, pour un recrutement effectif à compter du 01/01/2024,
- **DE CREER** un poste de Technicien Territorial, titulaire ou à défaut contractuel, pour un recrutement effectif à compter du 01/01/2024.

Le secrétaire de séance,



Pascal GENOUD



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.